

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Groupe « Notre Région doit changer »

Monsieur Thierry MARIANI
Ministre en charge des Transports
Ministère de l'Ecologie, du
Développement Durable, des
Transports et du Logement
246 Bd Saint Germain
75007 PARIS

Orange, le 17 octobre 2011

Monsieur le Ministre,

Le journal télévisé du dimanche soir 16 octobre 2011 était à peine terminé sur TF1 que nombre de mails et de messages émanant de nos proches me parvenaient afin d'exprimer leur émoi à la vision du reportage consacré ce dimanche à la journée du 17 octobre 1961. Je cite le site internet de TF1 : « *Le 17 octobre, ce seront les 50 ans de la manifestation pacifique du FLN, réprimée dans le sang par la police française. Le mouvement protestait contre le couvre-feu alors imposé aux Algériens en France. Un hommage leur a été rendu dimanche à Nanterre* ».

Ceux de nos proches qui m'ont sollicitée, et qui pour beaucoup ont dû quitter la terre où leurs ascendants et eux mêmes étaient nés, en abandonnant leurs souvenirs et le fruit de toute une vie de labeur, rappellent la nécessité d'une relation historique objective.

Je me permets d'insister vivement sur le devoir d'une écoute attentive à l'égard de la communauté pied-noire fort présente dans notre département, dans notre région et qui comme, chacun et chacune de nous, se définit, s'identifie et adhère à une communauté nationale à travers ses racines, son histoire et la reconnaissance de celles-ci.

Plus que jamais, alors que tant de bouleversements secouent nos sociétés et après une actualité marquée une fois encore par la distorsion de faits historiques (le film « Hors la loi »), au profit d'une vision parfois à sens unique, plus que jamais, nos compatriotes, ont besoin d'une objectivité historique. A leur tour, leurs enfants et petits enfants ont aussi besoin de cette connaissance et reconnaissance de racines et d'histoires familiales qui font partie de l'histoire de France.

A ce titre, j'ai participé, à Orange le 5 juillet dernier, à la cérémonie d'hommage à la mémoire des victimes du massacre du 5 juillet 1962 à Oran, plus de 3 mois après les accords d'Evian du 19 mars.

.../...

Tel est l'objet de ma démarche, en écho à ces légitimes préoccupations, que je souhaite relayer auprès de vous, sachant la force de vos convictions et de votre engagement sur le sujet.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de ma haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bénédicte', with a stylized flourish at the end.

Bénédicte MARTIN
Conseillère Régionale
Adjointe au Maire de Malaucène